

**Politique étrangère - Corée du Nord
- Iran - Irak - Kurdes - Libye -
Espagne - Union européenne -
Allemagne - Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
avec «BFMTV-RMC» - extraits
(Paris, 27 septembre 2017)**

Q - Nous recevons Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.
Bonjour.

R - Bonjour.

Q - Merci d'être avec nous. Nous allons commencer à parler- nous parlerons d'Europe tout à l'heure - de la Corée du Nord, qui inquiète beaucoup. Les deux présidents, Corée du Nord et États-Unis, s'invectivent et ils menacent. Le président nord-coréen accuse Donald Trump de lui avoir déclaré la guerre, des provocations ici et là. Est-ce que vous êtes inquiet ?

R - Oui, il y a de quoi être inquiet. La nouveauté, en Corée du Nord, c'est qu'il y a vraiment eu, depuis quelques mois, une rupture stratégique. Cela veut dire que désormais les Coréens du Nord sont en mesure de faire des essais nucléaires et donc ils possèdent l'arme nucléaire, ils l'ont montré, ils la déploient...

Q - Donc la Corée du Nord possède l'arme nucléaire.

R - ...et ils ont fait des essais balistiques qui sont très significatifs. Essais qui permettront, quand ils auront réussi à faire qu'il y ait une miniaturisation de l'arme nucléaire sur le missile balistique, aux Coréens du Nord de frapper les États-Unis, peut-être même un jour l'Europe. Cela déstabilise complètement la zone concernée, la région Pacifique concernée, cela inquiète évidemment les Japonais et les Coréens du Sud, cela inquiète les Chinois et cela inquiète aussi les Américains. On voit mal comment les Américains pourraient accepter qu'il y ait, demain, ou après-demain, ce risque d'un missile balistique nucléaire orienté vers l'Alaska ou vers une partie des États-Unis.

Il y a donc une déstabilisation de la zone, et c'est la raison pour laquelle il faut être extrêmement ferme à l'égard de la Corée du Nord. C'est la raison pour laquelle des sanctions ont été prises, des sanctions ont été renforcées, il faut les tenir. J'observe d'ailleurs avec intérêt que les Chinois mettent en oeuvre les sanctions qu'ils ont votées au conseil de sécurité. Le conseil de sécurité a été unanime là-dessus, pour aboutir à ce qu'il y ait une négociation.

Il faut dire que l'on va aller vers une négociation. Il faut aller à une négociation, mais obliger les Coréens du Nord à aller à la négociation, pour aboutir à une dénucléarisation de l'ensemble de la péninsule, c'est cela le but. Et, pour aboutir à cela, il faut faire pression sur les Coréens du Nord pour les obliger à venir discuter.

Q - Est-ce que la méthode Trump est la bonne ?

R - La méthode Trump n'est peut-être pas la meilleure, mais, en même temps, il ne faut pas confondre les responsabilités. Celui qui rompt les accords internationaux sur le nucléaire, c'est la Corée du Nord, et le président Trump réagit de manière vive à cet égard, mais sans doute y a-t-il moyen d'agir de manière plus forte, par des pressions et par des sanctions ?

Q - Pourquoi est-ce que la Corée du Nord serait interdite d'arme nucléaire ? D'autres pays ont l'arme nucléaire.

R - Parce qu'il y a eu il y a quelques années un traité de non-prolifération de l'arme nucléaire pour éviter qu'il y ait une prolifération trop grande qui aboutirait à ce que chaque pays se dote de l'arme nucléaire, avec tous les risques que cela représenterait. Et, dans le même temps, les pays qui possèdent l'arme nucléaire ont décidé d'engager un mouvement de repli de leurs instruments nucléaires, de leur capacité, pour progressivement aller vers le désarmement nucléaire.

Or, là, nous sommes dans la prolifération. Si, d'aventure, la Corée du Nord se dotait de l'arme nucléaire, et si les voisins n'étaient pas protégés par les États-Unis - je pense au Japon et à la Corée du Sud en particulier – alors, ces pays-là pourraient se dire aussi «moi aussi je vais me doter de l'arme nucléaire.» Et cela nous amène aussi à l'Iran puisque c'est le même sujet, de manière indirecte.

Q - J'allais y venir...

R - Donc le risque est majeur...

Q - La Corée du Nord possède l'arme nucléaire, vous dites aujourd'hui.

R - L'arme nucléaire, ils n'ont pas encore la possibilité de la projeter, ils n'ont pas fait le lien, encore, entre le balistique et la capacité nucléaire, mais cela va venir.

Q - Et les Américains ont aussi l'arme nucléaire, en Corée du Sud.

R - Non, ils n'ont pas l'arme nucléaire...

Q - Vous croyez, non ?

R - Pas en Corée du Sud, non.

Q - Non ?

R - Non.

Q - Vous êtes certain ?

R - Oui. Ils ont les moyens de riposter éventuellement, mais pas...

Q - Oui, mais pas... ou au large de la Corée du Sud, non ? Peut-être quelques sous-marins nucléaires...

R - Mais la situation est très dangereuse. Nous sommes dans une situation, au niveau international, de gravité, de tensions, dans beaucoup de régions, comme nous n'en avons jamais connue depuis la fin de la Guerre froide. Le monde vit une période dangereuse. Et c'est vrai que, vous indiquiez les outrances, parfois, du président Trump, mais de son collègue aussi de Corée du Nord, il peut y avoir un incident, même si, là, on est dans l'affrontement verbal, il faut éviter les incidents. Mais nous sommes dans une situation très fragile, d'où la nécessité d'agir très fortement pour que la Corée du Nord vienne à la table des négociations.

Q - Des Jeux Olympiques d'hiver en Corée du Sud à moins de 100 kilomètres de la frontière avec le Nord, bientôt, cet hiver, la France pourrait ne pas envoyer d'athlètes ?

R - La question ne se pose pas encore.

Q - Elle ne se pose pas pour l'instant. Donald Trump à l'ONU a violemment critiqué l'Iran, et est prêt à défaire, déchirer, l'accord trouvé avec l'Iran sur le nucléaire. Que dites-vous aux Américains ?

R - Qu'il y a une contradiction. Si on veut aboutir au fait que la Corée du Nord renonce à l'arme nucléaire, on ne peut pas en même temps critiquer un traité qui aboutit au fait que l'Iran renonce lui-même à l'arme nucléaire, on ne peut donc pas avoir une attitude aussi contradictoire.

En ce sens, le fait que les États-Unis envisagent de quitter les accords de Vienne, qui ont permis, après beaucoup de négociations dans lesquelles la France a joué un rôle extrêmement important - Laurent Fabius en particulier -, d'aboutir au fait que l'Iran renonce à la capacité

nucléaire militaire en échange d'un renoncement des sanctions qui leur étaient imposées parce qu'ils s'étaient engagés dans la prolifération, si les États-Unis renoncent à cet accord, alors cela va renforcer, en Iran, le camp de ceux qui voudraient que l'Iran se dote de l'arme nucléaire, les plus durs, qui jusqu'à présent s'étaient tus sur le sujet. Et cela va aussi entraîner une spirale aboutissant à ce que l'Iran puisse se dote de l'arme nucléaire. Alors, à ce moment-là, si l'Iran se dote de l'arme nucléaire, pourquoi pas les autres pays qui ont la capacité de le faire ? Et, du coup, pourquoi pas demain un conflit ?

Il y a donc une situation, là aussi, d'une grande gravité. J'espère que la tension sur ce point va retomber. Il y a eu, la semaine dernière à New York, à l'assemblée générale des Nations unies, un grand débat sur le sujet. Les États-Unis n'ont pas, pour l'instant, affirmé leur position. Le président Trump a fait des déclarations très fortes, mais pour l'instant les actes n'ont pas été posés, et heureusement. Et je constate que l'ensemble des pays qui assistaient à cette réunion de travail que nous avons eue, je pense à la Russie, la Chine, l'Allemagne, le Royaume-Uni, sont favorables au maintien du traité, qui est respecté. Cela changerait si le traité n'était pas respecté mais là l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui regarde, qui consulte, qui vérifie, et qui nous dit dans ses rapports : aujourd'hui l'accord est respecté. Il faut donc être vigilant sur l'accord.

Q - Voisin de l'Iran, l'Irak. Référendum au Kurdistan irakien, dans le Nord de l'Irak, région autonome du Nord de l'Irak, le «oui» à l'indépendance l'emporte. Est-ce que la France est favorable à l'indépendance du Kurdistan irakien ?

R - La France a toujours été très proches des Kurdes. Les Kurdes irakiens représentent 5 millions de Kurdes sur 30 millions, parce qu'il y a aussi des Kurdes en Iran, en Syrie et en Turquie, et on sait que depuis longtemps les Kurdes, en particulier le président Barzani, souhaitent accéder à l'indépendance, c'est une composante essentielle de la culture kurde. Ce qui nous paraît souhaitable aujourd'hui c'est que le Kurdistan irakien soit intégré dans la reconstruction de l'Irak, dans la recomposition de l'Irak, dans la réconciliation de l'Irak...

Q - Donc pas d'indépendance ?

R - ...en ayant la plus grande autonomie possible...

Q - Il l'a déjà, le Kurdistan a déjà beaucoup d'autonomie.

R - Ce n'est pas suffisamment respecté, et il importera alors à M. al-Abadi, le Premier ministre irakien, de faire en sorte que, dans le cadre de la Constitution, le Kurdistan irakien puisse avoir la plus large autonomie possible.

Q - Est-ce que vous êtes favorable à l'indépendance, est-ce qu'il faut aller jusqu'à l'indépendance ?

R - Il ne nous paraît pas opportun aujourd'hui d'accéder à l'indépendance. Il nous paraît

opportun, par contre, aujourd'hui, que les Kurdes disposent d'une grande liberté d'action, d'une grande autonomie, d'une grande maîtrise de leur propre avenir, dans une phase où, s'il y avait déclaration d'indépendance aujourd'hui, cela provoquerait de nouveau des crises importantes au Moyen-Orient au moment où, en Irak, Daech est en train d'être battu, grâce en particulier aux Kurdes qui ont mené des combats exemplaires et que nous avons d'ailleurs formés à cet égard. Dans la libération de Mossoul ils ont joué un rôle très important.

Q - La Libye, où en sommes-nous ? Il y a une offensive diplomatique actuellement, où en est-on ?

R - Dans le panorama assez pessimiste qu'on vient de décrire, la Libye, aujourd'hui, fait partie des sources d'espoir pour un règlement pacifique et pour un règlement politique de la situation. On ne peut pas laisser ce pays dans le chaos. Il est dans le chaos depuis 2011, des clans s'affrontent, des guérillas se répètent, Daech s'y est implanté, des groupes terroristes s'y manifestent.

Q - Les Américains, d'ailleurs, viennent de frapper. Est-ce que la France participe à des frappes en Libye ?

R - Non, mais nous sommes vigilants, nous sommes attentifs, nous sommes accompagnants. Nous avons pris des initiatives. Le président de la République avait réuni à Paris les deux leaders majeurs de la Libye que sont le Premier ministre Sarraj et le maréchal Haftar, pour essayer de trouver ensemble un point de convergence politique, pour aboutir à ce qu'il y ait un État en Libye, parce que pour l'instant c'est un chaos.

Je me suis rendu, à la demande du président Macron, en Libye il y a quelques jours, pour rencontrer l'ensemble des acteurs. Ils ne s'aiment pas tous très bien, mais il y a manifestement une volonté de faire. Des négociations ont commencé hier, sous l'égide de M. Salamé qui est le représentant des Nations unies. Il a exposé, à New York la semaine dernière, la feuille de route qu'il comptait mettre en oeuvre pour retrouver une Libye intégrée, avec un État qui fonctionne, et du coup, avec un État qui lutte aussi contre tous les trafics, puisque la Libye est aujourd'hui devenue le théâtre de tous les trafics, que ce soit les trafics d'armes, de migrants et de drogue. Tout cela passe par la Libye, c'est devenu insupportable, y compris pour notre propre sécurité, et donc il importe qu'on retrouve un État qui fonctionne.

Je pense que la conférence nationale, que le médiateur Salamé va organiser au mois de décembre, devrait permettre d'aboutir à ce qu'il y ait un accord général, puis une constitution, puis les élections, et alors aboutir à une Libye qui retrouvera une forme de sérénité. C'était le dossier le plus sensible pour notre propre sécurité. Je me suis beaucoup préoccupé de cette affaire quand j'étais ministre de la défense et aujourd'hui...

Q - Est-ce que la France reconnaît sa responsabilité en Libye ? Je parle de ce qui s'est passé il y a quelques années.

R - Je pense que le manque qu'il y a eu à ce moment-là c'est que nous n'avions pas, les uns et

les autres - je n'étais pas en responsabilité à cette époque - prévu le service après-vente si j'ose dire, c'est-à-dire la solution politique qui vient après. Même si les attaques qui étaient faites contre les populations de Bengazi étaient insupportables, il fallait aussi envisager ce qui allait se passer après, et là il y a eu le chaos, qui aurait pu nous coûter cher.

Q - Avant de parler d'Europe, on se rapproche, la Catalogne, avec ce référendum, y aura-t-il un référendum sur l'indépendance le 1er octobre ?

R - Ça, je suis comme vous, je regarde.

Q - Vous regardez, mais enfin vous savez mieux que moi.

R - Notre partenaire c'est le gouvernement espagnol, il prend ses responsabilités.

Q - Oui, parce que le président catalan maintient sa volonté d'organiser ce référendum.

R - Je sais, mais je ne suis pas sûr que ce soit obligatoirement la bonne solution aujourd'hui, au moment où on construit l'Europe et au moment où l'Europe veut se relancer. Je laisse aux Espagnols le soin de gérer cette crise.

Q - Oui, mais vous êtes plutôt du côté du gouvernement de Madrid.

R - C'est notre partenaire. Je me rendrai en Espagne dans quelques jours.

Q - J'ai compris, clairement. L'Europe justement, les initiatives d'Emmanuel Macron annoncées hier à La Sorbonne. D'abord, un nouveau traité sera signé avec l'Allemagne au mois de janvier prochain...

R - C'est une proposition.

Q - C'est une proposition, oui, faite aux Allemands.

R - C'est une proposition. Le discours d'hier a été exceptionnel, c'est la première fois depuis très longtemps qu'on a à la fois un discours qui trace un dessein, qui permet un destin, et en même temps qui est très pragmatique dans l'action. Vous savez, moi, j'ai rejoint Emmanuel Macron par son discours sur l'Europe, parce que je constatais au cours de la période électorale que les «eurodestructeurs», les eurosceptiques, ceux qui étaient favorables au repli, au repli sur soi, devenaient dominants et que ce n'était pas la manière dont je concevais l'avenir de mon pays. Et, quand Emmanuel Macron a centré sa campagne sur l'Europe pour redonner de la force, pour redonner de l'ambition et de l'audace - ce qu'il vient de faire hier dans son discours - je l'ai rejoint parce que ce sont mes convictions. Alors, maintenant il faut les mettre en

oeuvre et faire en sorte que cette aspiration à une nouvelle Europe, cette refondation de l'Europe qu'il a engagée, puisse se concrétiser. Mais, dans le discours d'hier, il y a à la fois les grands thèmes, autour de la sécurité, des migrations, de la force économique, des nouvelles technologies, et sur chaque thème il y a des propositions concrètes, il va falloir maintenant discuter.

Q - Enfin la France n'est pas seule !

R - C'est à la fois fort dans l'ambition, et à la fois concret dans l'action.

Q - Je vais reprendre quelques propositions.

R - Et cela suppose aussi, parce que vous m'avez parlé de l'Allemagne, bien évidemment, qu'il y ait un couple franco-allemand qui soit à la manoeuvre. Et l'hypothèse d'un nouveau traité franco-allemand lors du 55e anniversaire du traité de l'Élysée, c'est-à-dire au mois de janvier prochain, c'est une suggestion, une proposition, que les Allemands pourront reprendre ou pas.

Q - Une autre proposition, que j'ai retenue, avant 2024, avant 7 ans, les deux pays appliqueront les mêmes règles à leurs entreprises.

R - C'est une proposition.

Q - C'est une proposition, mais enfin ! C'est-à-dire des règles fiscales et des règles sociales... les mêmes.

R - Pour l'entreprise, y compris le droit des affaires, et y compris la manière de gérer.

Q - Les mêmes fiscalités, les mêmes règles sociales, dans les entreprises allemandes et françaises ?

R - Voilà, les mêmes règles sociales, c'est un challenge extraordinaire, mais c'est une avancée extraordinaire.

Q - Encore faut-il que les Allemands soient d'accord.

R - Oui...

Q - Parce que vous avez vu ce qu'ont déclaré les libéraux, qui sont les alliés potentiels de Mme Merkel...

R - Ce n'est pas encore fait.

Q - D'accord, mais cela va être fait.

R - Mais c'est vrai que...

Q - Est-ce que cela va être fait ?

R - Je ne suis pas Mme Merkel. Mme Merkel va essayer de trouver un accord avec les libéraux et avec le parti Verts, ils n'ont pas encore donné leur accord. Et, vous savez, en Allemagne cette procédure-là est assez longue, elle prend plusieurs mois, il faudra voir le rendez-vous final.

Q - Vous savez ce que disent les libéraux, «l'argent allemand n'atterrira pas en France pour des dépenses publiques.»

R - Oui, mais enfin... c'était le débat de la campagne électorale. En tout cas ce qui est certain, c'est que c'est l'intérêt de l'Allemagne et c'est l'intérêt de la France de former un couple pour relancer l'Europe et pour permettre à l'Europe d'être une Europe de souveraineté et une Europe puissance.

Q - Mais le résultat de dimanche dernier ne freine pas les initiatives françaises ?

R - J'ai entendu cela. Je ne suis pas sûr, parce que cela a montré que l'Europe immobile, l'Europe sceptique, l'Europe qui n'innove pas, l'Europe qui n'est pas une Europe puissance, l'Europe qui n'est pas une Europe souveraine, entraînait, en Allemagne-même, des rejets, des replis, comme l'a montré l'importance du score de l'extrême droite allemande. Donc, je ne suis pas sûr que ce soit automatiquement un handicap, en tout cas la force du couple franco-allemand est essentielle pour aboutir à une relance de l'Europe.

Q - Oui, d'autres propositions, un budget de la zone euro...

R - Des convergences fiscales, des convergences de normes, des convergences économiques...

Q - Au niveau de la défense, j'ai vu au niveau de la défense, qui vous intéresse particulièrement, dans nos armées des militaires d'autres pays européens, rapidement cela ?

R - Oui, la France sera aux avant-postes pour cela, c'est déjà fait en partie. La nouveauté dans la partie de défense et de sécurité, parce que c'est quand même essentiel que l'Europe puisse se défendre elle-même, l'enjeu principal de la souveraineté européenne c'est sa propre sécurité, et

le fait qu'il y ait cette ouverture sur l'Europe de la défense à construire, est un point important. Il y avait déjà eu, il y a quelques semaines, la création du Fonds européen de défense pour permettre de financer les innovations en matière d'armement, il y a maintenant, l'idée forte, c'est une force d'intervention, c'est une force d'intervention, on n'a pas beaucoup retenu cela dans les commentaires. Une force d'intervention qui fait que...

Q - ...Force commune d'intervention, dès 2020 ?

R - Dès 2020, c'est important. Alors, vous allez dire «c'est surprenant», non, cela peut exister par ailleurs puisque, par exemple à l'OTAN il y a une force d'intervention potentielle qui s'organise. Ce n'est pas un abandon de la souveraineté nationale sur la maîtrise de la défense, c'est le fait de mettre en commun des moyens pour que l'Europe intervienne à tel ou tel moment dans des conflits qui peuvent exister et qui leur permettra de sécuriser les territoires concernés. C'est une avancée considérable. Il faut, bien sûr, qu'il y ait la réponse des autres partenaires, mais la France est revenue au centre du jeu, le président Macron a fait des propositions très audacieuses pour 10 ans, près de 10 ans, puisque cela va jusqu'en 2024. Il donne comme horizon 2024 pour la réalisation de l'ensemble de ces mesures, la défense et la sécurité en font partie, effectivement. (...).

Q - Merci Jean-Yves Le Drian./.